

L'échec à l'épreuve du français au brevet libanais

Wafa Berry

La question des langues et la maîtrise des langues étrangères, notamment le français, ont fait couler beaucoup d'encre ces dernières années et ont été à l'origine de nombreuses initiatives culturelles et scientifiques en vue d'aider les enseignants comme les apprenants à s'acquitter convenablement de la tâche d'enseigner ou d'apprendre le français.

Néanmoins, en dépit des bonnes intentions et des efforts déployés dans tous les sens, on assiste, surtout dans les milieux de l'école publique, à un mécontentement généralisé qui continue de monter auprès des différents partenaires pédagogiques : les parents se plaignent de l'insuffisance du niveau de français chez leurs enfants, les enseignants accusent les lacunes enracinées d'une année en année et d'un cycle à l'autre d'entamer l'efficacité de leur travail, les élèves, eux, découragés par autant d'impuissance linguistique en français finissent par baisser les bras comme devant un destin inéluctable admis de tous...

Et, cerise sur le gâteau, les résultats de l'épreuve du français aux examens officiels, de plus en plus déficients, viennent confirmer le malaise du et en français qui sévit pendant les 10 ou 13 années d'apprentissage de cette langue.

Il serait donc légitime de marquer une pause dans cette chasse aux langues et d'essayer de sonder les causes de l'échec en français, au brevet libanais surtout.

Évidemment, pourrait-on bien dans ce contexte énumérer plusieurs causes : faute aux écoles, aux enseignants insuffisamment formés, aux programmes surchargés, au manuels non adaptés, aux élèves démotivés et à leurs contextes socioculturels non éclairés en matière de langue étrangère, etc.

Des raisons valables certes et, par ailleurs bien fondées, mais à quoi cela servirait-il que de les énumérer à tout bout de champ sans savoir comment contribuer à remédier à cette tare de notre système éducatif qui veut que la non maîtrise du français soit une qualité inhérente à l'école publique ?

Je ne prétends guère dans cet article flash avoir la réponse adéquate mais étant ingénieur éducatif et linguistique, interpellée depuis plus de trente ans par cette question, je me permettrais d'y apporter un modeste éclairage.

Reconsidérer l'enseignement du français, notamment à l'école publique, exigerait sûrement une réflexion profonde mais immédiatement opérationnelle qui regrouperait les acteurs de la francophonie linguistique et éducative libanaise autour d'une stratégie avisée à court, moyen et long terme.

Les programmes en vigueur, avec les objectifs qu'ils se proposent de réaliser, exigent un contexte « normal », ce qui n'est pas du tout le cas du Liban actuellement, ils constitueraient plutôt des objectifs d'une stratégie à poursuivre à long terme.

En effet, la situation désolante dans laquelle plonge le pays depuis de très nombreuses années au niveau sécuritaire, économique, politique, éducatif, social, psychologique, empirée par la crise syrienne et les classes de plus en plus hétérogènes, mériterait des politiques éducatives plus adaptées, et qui chercheraient sincèrement à accomplir un changement et non seulement des initiatives médiatisées, louables, mais dont les résultats ne font pas beaucoup de différence.

L'échec à l'épreuve du français au brevet en est une preuve significative.

Que faut-il donc faire ?

Je me contenterais de proposer des éléments de solution ciblés sur des points cruciaux du problème :

- 1- Admettre ouvertement que les élèves cumulent des lacunes d'un sous-cycle à l'autre.
- 2- Élaborer un test de niveau commun que les élèves doivent passer au début de tout cycle et sous-cycle.

3- Répartir les élèves, selon les résultats du test, en deux niveaux pour la classe de français.

4- Concevoir pour les mêmes objectifs stipulés par les programmes libanais une méthode de langue, version allégée de celle qui existe

5- Concevoir au brevet deux épreuves de français FLS et FLE, qui différencient, dans le bon sens, les élèves qui suivent un parcours normal en FLS parce que privilégiant d'un système d'enseignement apprentissage cohérent dans toutes ses composantes, des autres, ceux dont le système accuse des failles et qui n'auraient pas pu à travers les années réintégrer les classes de niveau FLS.

Il faut en tout cas tenter quelque chose, on ne peut plus perpétuer les pratiques actuelles non adaptées, couler les années dans l'inefficacité, jusqu'à arriver à une impasse linguistique dont l'échec au brevet ne constitue que la partie visible de l'iceberg.

La proposition sus-formulée, pourrait bien faire renaitre la motivation des élèves découragés d'office par les représentations négatives séculaires qui décrivent le français comme étant une langue « difficile », une langue d'échec.

Elle contribuerait, par conséquent, à repêcher certains « francophones » du Liban en les envoyant dans les classes secondaires ou même à l'université avec plus de confiance en leur avenir.

Cette proposition pourrait sembler utopique pour quelques-uns ou irréalisable pour d'autres mais, connaissant les compétences des ressources humaines libanaises œuvrant dans ce domaine, je pourrais avancer, sans trop me hasarder, que cela ne demande qu'une décision, une décision courageuse.

Et le courage, au Liban, on en a à distribuer.

Wafa Berry, Revue scientifique du CRDP
Consultante en planification stratégique
Ingénieur éducatif et linguistique
Professeure, Université libanaise